

## 600 PROJETS ÉTANT LANCÉS À L'HORIZON 2019

## L'aquaculture devrait contribuer à résorber le déficit en poissons

**Six cents projets d'aquaculture sont lancés ou envisagés à l'horizon 2019, pour un montant d'investissement estimé à 80 milliards de dinars (plus de 800 millions de dollars) et une production de 100 000 tonnes, pouvant ainsi contribuer à résorber le déficit en offre de poissons.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - L'investissement dans l'aquaculture marine et d'eau douce est davantage boosté, ouvert, accompagné, facilité et consolidé. C'est ce que le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid-Ahmed Ferroukhi, a assuré hier à l'hôtel El Aurassi, à l'adresse d'opérateurs économiques déjà ou potentiellement impliqués dans ce domaine. Intervenant à l'occasion d'une journée d'information, le ministre de la Pêche a estimé que toutes les conditions sont réunies pour assurer le développement de l'aquaculture sur la période 2015-2019, de manière davantage efficiente que lors des quinze dernières années.

Ainsi, les filières de l'aquaculture marine (cages flottantes, élevages de moules et huîtres, crevetticulture) et de l'aquaculture d'eau douce (cages flottantes au niveau des plans d'eau, pêche continentale et pisciculture intégrée à l'agriculture) ainsi que les zones d'activités aquacoles prioritaires (au nombre de 29) ont été identifiées.

En matière d'accompagnement technique et pratique, un réseau de fermes aquacoles (pilotes), relevant du Centre national de recherche pour

le développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), a été déjà mis en place, outre le renforcement de la formation qualifiante, à la carte, et le transfert de savoir-faire et de connaissances opérationnelles. Mais ce sont surtout des facilitations administratives, techniques et économiques ainsi que des mesures incitatives qui sont mises en œuvre en vue d'accompagner le promoteur, même si ce dernier devra engager son projet marin sans attendre que tout le processus administratif et d'acquisition du foncier soit achevé. En ce sens, Sid-Ahmed Ferroukhi relèvera «l'accompagnement de bout en bout des opérateurs», l'implication des autorités locales et l'allègement et la décentralisation des procédures administratives en faveur des promoteurs, cinq circulaires ayant été élaborées en ce sens.

En outre, les promoteurs disposeront d'une assurance économique multirisque couvrant la production aquacole, une convention ayant été signée hier entre la Société algérienne des assurances (SAA) et la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (Capa).

Outre des incitations fiscales et parafiscales et l'éligibilité aux disposi-



Une activité qui générera 30 000 postes d'emploi.

tifs de soutien à l'emploi et la création d'entreprises (Ansej, Cnac et Anjem), les investisseurs bénéficieront de la bonification des taux d'intérêts pour les crédits d'exploitation et de la garantie des crédits d'investissements accordés, des conventions ayant été signées entre la Banque algérienne de développement rural (Badr) et le ministère de la Pêche et entre le Fonds de garantie des risques de crédits (FGAR) et la Capa. Dans ce contexte, une centaine de

projets ont déjà démarré et 500 projets doivent être «constitués progressivement» sur la période 2015-2019 dans l'aquaculture marine et d'eau douce, indiquera Sid-Ahmed Ferroukhi qui précise que «74 concessions ont été délivrées en moins d'une année alors qu'il a fallu une longue période pour octroyer seulement 20 autorisations à des opérateurs privés».

Impulsés essentiellement par des opérateurs de droit algérien, sur une

superficie de 3 000 hectares, et estimés à hauteur de 80 milliards de dinars (plus de 800 millions de dollars), ces 600 projets (190 dans l'aquaculture marine et 410 dans l'aquaculture d'eau douce) devraient permettre de générer, outre la création de 30 000 postes d'emploi, la production de 100 000 tonnes (80 000 tonnes d'élevage marin et 20 000 tonnes d'aquaculture continentale).

Une production aquacole qui devrait contribuer à résorber le déficit en offre de poissons, escomptera Sid-Ahmed Ferroukhi, relevant à ce propos que la consommation nationale de poissons avoisine les 200 000 tonnes pour une offre locale et importée de l'ordre de 150 000 tonnes.

Et par conséquent contribuer à la régulation du marché, la baisse du prix du poisson, notamment la sardine.

A charge cependant, comme le relèvera le ministre du secteur, d'encourager, sensibiliser les Algériens à consommer les produits d'eau douce. Ce qui reste encore peu évident et nécessite un «travail à faire pour faire évoluer les mentalités».

Mais aussi que le système de distribution et de commercialisation et traçabilité soit développé, que les produits aquacoles soient valorisés notera Sid-Ahmed Ferroukhi.

C. B.

## MARCHÉ NATIONAL DU MÉDICAMENT

## Les recommandations de l'Unop

**L'Unop (Union nationale des opérateurs de la pharmacie) alerte sur l'opportunité qui s'offre à la filière du médicament en Algérie face à la baisse brutale des cours pétroliers et des ressources du budget de l'Etat. Pour elle, il est temps «d'augmenter de manière décisive les parts de marché pharmaceutique national, le développement de la production locale, seule voie pour continuer de garantir l'accès élargi au médicament pour les Algériens».**

Pour se faire, l'Unop estime qu'un ensemble de recommandations demeure indispensable pour renforcer le système de régulation et d'encadrement du marché national du médicament.

Elle insiste ainsi sur la nécessité de mettre un terme aux lourdeurs bureaucratiques récurrentes qui «entravent le développement de la fabrication nationale».

Rappelant la croissance «substantielle» qu'ont connue les importations de médicaments due essentiellement aux produits innovants auxquels font appel les thérapies nouvelles, l'Unop insiste fortement sur la nécessité de focaliser sur le soutien au développement de la fabrication locale de spécialités aujourd'hui importées sans pour autant limiter ces importations vitales pour la santé publique nationale. «C'est là tout l'enjeu du développement d'une industrie pharmaceutique nationale puissante, dont notre pays a réellement besoin», précise-t-on.

L'Union plaide auprès des autorités publiques compétentes la mise en œuvre de mesures pratiques pour stimuler le développement de la production nationale, en tête de liste la modernisation et la mise à niveau du systé-

me d'enregistrement des produits pharmaceutiques. Et d'expliquer que les délais de la procédure d'enregistrement doivent être raccourcis pour éviter de pénaliser le producteur national. La décision d'enregistrement d'un produit doit également être simultanée avec celle concernant son remboursement éventuel par les caisses de Sécurité sociale.

Il est question également de la mise en place d'un couloir rapide d'enregistrement de tout produit proposé à la fabrication nationale et faisant l'objet d'une importation en partie ou en totalité.

L'Unop appelle aussi à l'assouplissement et l'adaptation du système de prix du médicament.

Le réajustement des normes de concurrence sur le marché national du médicament et la mise en place de jalons institutionnels d'une politique pérenne de développement de l'industrie pharmaceutique nationale sont aussi recommandées par l'Unop.

Ry. N.



Objectif, stimulé la production nationale.

## IL AURA LIEU DU 8 AU 11 AVRIL PROCHAINS

## Salon international du domaine hospitalier

**Le Salon international des expertises pour le domaine hospitalier donne rendez-vous aux professionnels et au grand public du 8 au 11 avril prochains, au Palais des expositions des Pins-Maritimes, Alger. 144 exposants, touchant à la réalisation, la gestion, l'équipement et la construction dans le domaine hospitalier, sont attendus dans la deuxième édition de «El Moustechfa 2015».**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le monde hospitalier se donne rendez-vous pendant quatre jours, du mercredi au samedi prochains, au Palais des expositions, Pins-Maritimes, Alger.

Médecins, paramédicaux, biologistes, techniciens, biomédicaux, maîtres d'œuvre, constructeurs,

gestionnaires, équipementiers, les 48 directions de santé, les centres hospitalo-universitaires, centres anticancers, services de la santé..., participent à la deuxième édition du Salon international des expertises pour le domaine hospitalier.

144 exposants issus de différents pays, Suisse, Turquie,

France, Tunisie, Autriche, Pologne et Etats-Unis, prennent part à cet événement pour présenter les dernières initiatives et technologies dans le domaine sanitaire.

«Ils vont apporter des solutions que nous n'avons pas sur place et des réponses aux besoins des Algériens et du ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière», ont expliqué les initiateurs de cette manifestation (l'Agence nationale de gestion des réalisations et d'équipements des établissements de santé, Arees).

Le salon est aussi adressé au grand public qui pourra s'informer sur place sur plusieurs sujets et

pathologies. «Le salon aura une dimension pédagogique et informative puisque des rencontres scientifiques seront tenues dans le but de sensibiliser et d'éclairer nos concitoyens sur les aspects de la santé et sur tout ce qui a été fait en matière de prise en charge de certaines maladies comme le cancer, la santé mentale, les maladies cardio-vasculaires et la sensibilisation sur le don d'organes», indique-t-on.

L'agence Arees et Agency événements ont décidé d'organiser en parallèle la première édition du Salon international du bâtiment et des matériaux de construction pour le domaine hospitalier.

«Nous voulons toucher toutes les professions liées au domaine hospitalier et ce salon s'est présenté comme une évidence dans la mesure où l'année 2015 est placée sous le signe de l'instauration de la norme hygiène et de la numérisation des unités sanitaires, en vue d'une meilleure qualité de prestation sanitaire publique», explique-t-on.

Plusieurs conventions vont être signées durant ce salon notamment avec l'Ansej pour inciter les jeunes entrepreneurs à créer des PME dans la maintenance des équipements hospitaliers.

S. A.